

**Mercredi 27 mai 2015**

**Action Sit In – Préfecture de Vendée**

Délégation départementale de la Vendée

Après bientôt 40 ans d’attente et deux lois inappliquées en matière d’accessibilité, nous, personnes à mobilité réduite, refusons d’attendre encore 10 années de plus pour que soit enfin respectée notre liberté de nous déplacer !

D’autant plus que l’accessibilité est un droit fondamental qui profite à tous : personnes âgées, parents avec poussette, femmes enceintes, blessés temporaires : nous sommes tous concernés.

Et c’est pourtant ce délai de 10 ans supplémentaires qui est envisagé dans les projets gouvernementaux.

De plus, avec des normes qui sont revues à la baisse, les cabinets médicaux, les commerces de proximité, les transports publics ne nous seront jamais plus accessibles ! Nous en serons exclus pour le restant de notre vie ! C’est ce que le Préfet Jean-Christophe Parisot appelle l’Apartheid Ergonomique. Nous sommes exclus volontairement de la vie citoyenne et nous ne le supportons plus.

Il y a tout juste un an, nous étions des milliers à dire notre colère et notre indignation, partout en France, avec une action phare place de la République à Paris. Nous avons depuis organisé l’interpellation des députés et sénateurs. Plus de 25 000 mails ont été adressés par des citoyens défenseurs de l’accessibilité. L’APF a également déposé un recours devant le Conseil d’Etat pour faire invalider la nouvelle ordonnance accessibilité qui ne doit pas passer en l’état.

Cette mobilisation a fait bouger les lignes chez les parlementaires, et plusieurs groupes se sont engagés à ne pas ratifier cette ordonnance accessibilité.

Pourtant, le Président de la République et le gouvernement qui seuls, ont le pouvoir de suspendre les textes ne réagissent pas et font les sourds !

Nous en avons assez d’être méprisés par le gouvernement et l’Elysée.

Nous en avons assez d’être traités comme des sous-citoyens.

C’est pour cette raison que nous sommes ici aujourd’hui, de cette manière.

L’Etat nous met à terre.

Mais nous ne laisserons pas faire sans agir.

Nous ne laisserons pas notre avenir et celui de nos enfants sacrifiés, sans agir.

Alors, Monsieur le Représentant de l’Etat en Vendée, faites savoir au Président de la République et à ses Ministres que notre colère est immense, et que nous reviendrons encore et encore, tant que l’accessibilité à tout nous sera refusée.

Parce que sans accessibilité il n’y a pas de citoyenneté.